

Autour de la tombe du Soldat inconnu français : un débat engagé

Jean-François Jagielski

Nous allons, ce 11 novembre, commémorer le centenaire de l'arrivée du Soldat inconnu à Paris. Il fut amené jusqu'au 28 janvier 1921, date de son inhumation définitive, dans une partie haute de l'Arc de Triomphe de l'Etoile pour y être honoré, bien qu'initialement ce n'est pas ce lieu mais le Panthéon qui avait été pressenti par les autorités de la République française. Ce qui aurait pu être un moment d'apaisement et de pur recueillement, lié au deuil de la nation française, ne le fut pas. Des divergences de points de vue entre une partie de l'extrême-droite (soutenue par certaines associations d'anciens combattants) et le gouvernement Leygues sur le choix du lieu d'inhumation furent à l'origine de nombreux débats polémiques dans la presse, à la Chambre et au Sénat, qui firent durablement de ce tombeau un point de cristallisation des querelles idéologiques franco-françaises. Les Anglais, assurément plus consensuels, firent de même, à la même date, inhumant leur *Tommy* anonyme à l'abbaye de Westminster. En cela, ils précédèrent les Français puisque l'inhumation définitive du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe n'eut lieu au final que le 28 janvier 1921. Les deux pays précurseurs furent suivis par de nombreux autres États qui leur emboîtèrent le pas¹, parfois tardivement puisque l'idée d'inhumer un soldat anonyme prévalut jusque dans les années 2000 au Canada.

Le présent article s'appuie sur une étude du cas français que nous avons publiée en 2005². Il vise à montrer les différentes et laborieuses étapes de construction d'un concept né en 1916 et qui ne s'acheva, côté français, que cinq ans après son initiation.

L'impossible deuil des disparus

Le premier conflit mondial a, de par l'utilisation d'un armement moderne, en particulier l'usage massif de l'artillerie, occasionné un nombre considérable de disparitions tout à fait inédit. Le rapport du député Louis Marin, datant de la fin de l'année 1920 en tentant d'établir un premier bilan chiffré des morts de la guerre indique au 1^{er} juin 1919, « *un chiffre des disparus non identifiés comme prisonniers [...] de 2600 officiers et 258 000 hommes de troupes, soit un total de 260 600*³. » Dans les faits, la bureaucratie étatique incarnée par les différents services du ministère de la Guerre et des Pensions a alors beaucoup de mal à les comptabiliser et encore plus à gérer l'avenir des familles de disparus (jugements déclaratifs de décès, attribution des pensions, statut juridique des épouses devenues potentiellement veuves, remariages).

Durant le conflit, les familles qui reçoivent un avis de disparition demeurent longtemps, voire à jamais, dans une situation particulièrement délicate, ne sachant pas vraiment si leur proche est mort, prisonnier, commotionné, un blessé recueilli par l'ennemi voire un déserteur. Certains corps inhumés dans les cimetières provisoires du front disparurent même sous l'effet des bombardements lors de la reprise d'un secteur ou, plus généralement, lors de la relance de la guerre de mouvement en 1918.

Pour ces familles, le statut de disparu est double et donc porteur d'une ambiguïté permanente : à la fois source d'angoisse et d'espoir. Les proches devront longtemps s'accommoder tant bien que mal de ce statut. Paradoxalement, l'avis de disparition était aussi perçu comme un moindre mal puisqu'il n'annonçait pas nécessairement l'irréversible. L'espoir de voir le disparu, au mieux prisonnier, au pire

¹François Cochet, Jean-Noël Grandhomme (dir.), *Les soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, SOTECA, 2012.

²Jean-François Jagielski, *Le Soldat inconnu. Invention et postérité d'un symbole*, Imago, 2005.

³*Rapport sur le bilan des pertes en morts et en blessés des Nations belligérantes*, documents parlementaires, tome XCVI, session extraordinaire de 1920 (21 septembre au 31 décembre 1920), Imprimerie des Journaux officiels, 1921, annexe n°633, p. 49 (note 3).

blesse, pouvait les reconforter lorsqu'elles avaient enduré la terrible angoisse d'un long silence épistolaire.

Cet espoir, entretenu vaille que vaille par les familles, pouvait être conforté ou infirmé par celui ou ceux qui avaient été témoins de la disparition. Le seul recours était alors d'entrer en contact postal ou visuel, après le rétablissement des permissions, avec un supérieur hiérarchique ou un camarade d'escouade qui avait participé au même combat que le disparu. Et le patient travail de recherche des familles prit corps au sein même de la guerre, avec un réel souci de solidarité entre celles et ceux qui étaient affectés par une quête semblable dont l'issue restait pour le moins incertaine mais où subsistait quand même, ne serait-ce qu'une parcelle d'espoir.

Mais, au fil du temps, ce sont l'incertitude, le doute lié à une absence d'éléments nouveaux qui minent progressivement, mais aussi irrémédiablement, le vague mais tenace espoir qui était né au moment où la famille avait reçu l'acte de disparition. Les proches, dans la majorité des cas, préféraient savoir vite et par tous les moyens qu'ils pouvaient mettre en œuvre si le disparu avait survécu ou non. Ils rejoignirent alors des associations comme *Les Nouvelles du Soldat*, *L'Association pour la recherche des disparus* (rattachée à la Croix-Rouge française), *l'Union des familles de disparus*⁴ qui possédaient toutes leurs propres publications et étaient en relation étroite avec la presse nationale⁵ et régionale pour diffuser les informations obtenues.

L'acceptation progressive de l'idée du décès, lorsqu'aucune nouvelle ne parvenait semblait participer à un très long et incertain processus de deuil qui ne parviendrait jamais à se mettre en place. Les familles furent confrontées soit à la brutalité de la nouvelle de la mort soit, pour les disparus, à cette longue et graduelle acceptation d'un deuil qui ne dit pas son nom, une absence au-delà de l'absence puisque le corps du disparu ne réapparaîtrait probablement jamais. Une situation particulièrement inconfortable où la perte du proche ne pouvait véritablement se construire faute de corps et de mise en place des rituels habituels liés à la mort : la mise en bière, l'inhumation, l'entretien de la tombe, le port du deuil. Encore faut-il établir une distinction entre les familles qui savaient qu'elles ne retrouveraient jamais le corps et celles qui se raccrochaient désespérément à un espoir de retrouver une tombe, lorsque la dépouille avait été localisée avec suffisamment d'indices identificatoires.

Genèse du concept

L'idée d'inhumer un soldat anonyme, représentant l'ensemble des victimes tombées depuis le début du conflit, semble être apparue pour la première fois, côté français, à la fin de l'année 1916. Le 26 novembre, François Simon, alors président du *Souvenir français* prononça un discours lors d'une cérémonie commémorative au cimetière de l'Est à Rennes. C'est dans ses propos qu'apparut pour la première fois l'idée d'honorer un soldat inconnu :

« Pourquoi la France n'ouvrirait-elle pas les portes du Panthéon à l'un de ces combattants ignorés, mort bravement pour la Patrie, avec deux mots seulement pour inscription sur la tombe : un Soldat et deux dates : 1914-1916 ? Cette inhumation d'un simple soldat, sous le dôme, où reposent tant de gloires et de génies, serait comme un symbole ; et, de plus, ce serait un hommage rendu à l'armée française tout entière⁶. »

⁴Cette association défend la thèse d'une Allemagne qui interdit à bon nombre de prisonniers français de correspondre avec leur famille, thèse qu'elle maintient d'ailleurs après la fin des hostilités. Cf. J.F. Jagielski, *Le Soldat...*, *op. cit.*, pp. 44-45.

⁵L'hebdomadaire *Sur le vif* fut l'un des tous premiers à publier gratuitement, et ce dès novembre 1914, des photographies de disparus en vue d'aider les recherches auprès des familles.

⁶Cité in Charles Vilain, *Le Soldat inconnu. Histoire et culte*, Maurice d'Hartoy, 1933, pp. 52-53.

Remarquons que dans les paroles de François Simon ce soldat anonyme a plus la valeur abstraite de représentant de la nation française combattante en deuil que le véritable statut d'émissaire des soldats morts sur l'un des champs de bataille de la Grande Guerre dont les corps n'ont pas été retrouvés. A cette date, le concept de « Soldat inconnu » demeure générique et n'est pas encore vraiment devenu synonyme de représentant des soldats disparus. C'est aussi dans ce discours fondateur que l'on trouve pour la première fois l'idée d'inhumer un soldat anonyme dans un temple républicain : le Panthéon. Ces quelques paroles prononcées au détour d'un discours mettaient pourtant en place les jalons de ce qui allait présider à l'invention de l'Inconnu : « *un simple soldat* » inhumé dans un lieu de culte républicain, dans une tombe dont l'épithaphe minimaliste devait lui conférer une valeur symbolique universelle. Pour autant, dans un premier temps, l'idée du Président du *Souvenir français* ne suscita ni écho ni d'enthousiasme.

Pendant deux ans les choses devaient rester en l'état. Ce n'est que le 12 juillet 1918, lors de la remise des prix du lycée Marceau de Chartres que « *le président de la distribution des prix d'un de nos lycées* », le député de la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir Maurice Maunoury, reprit dans un discours l'idée d'inhumer un soldat anonyme :

« *Lorsque la paix reparaitra sur la terre, lorsque la France relèvera dans ses champs dévastés les tombes de ses enfants qui sont morts pour la défendre, nous demanderons aux pouvoirs publics de recueillir les restes de l'un d'eux qui remplisse cette double et formelle condition d'être un fantassin français et que son nom soit absolument inconnu*⁷. »

Les paroles contenues dans le discours du député furent reprises presque mot pour mot dans « *la proposition de résolution tendant à ériger, au Panthéon, un monument en l'honneur du soldat français*⁸ » déposée, le 19 novembre 1918, par les députés Maurice Maunoury, Paul Morel et Georges Leredu qui fut envoyée à la commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts de la Chambre. Ce texte est pourtant pour le moins déconcertant, voulant séparer le corps des officiers de troupe de celui des combattants. Il semble ignorer l'existence d'une guerre industrielle où les corps des combattants furent, sans distinction d'âges ni de classes sociales, pulvérisés par les obus. Maladroit dans son dessein, il voulait par le biais de la métaphore du « *petit paysan naïf et souriant* » rendre hommage aux « obscurs » et, là encore, construire de toute pièce une métaphore abstraite, censée représenter le corps anonyme d'une nation en deuil. Ce texte faisait de l'Inconnu une sorte d'homme désincarné, voué au seul sacrifice dans la défense de la nation. Sourds à la douleur individuelle de milliers de mères, de veuves ou d'orphelins, les trois députés exhortaient finalement la nation française à pratiquer une thérapie de groupe, en conviant « *le Gouvernement à faire exhumer les restes d'un fantassin français, mort sur le champ de bataille, enterré sur la ligne de feu sans que son identité ait pu être établie, et à déposer ces restes au Panthéon, dans un monument sur lequel seront inscrits ces mots : « Au Poilu, la patrie reconnaissante ! »*

Pourtant, au cours de la séance du 29 novembre 1918 à la Chambre⁹, le député Alexandre Lefas, rapporteur de la commission de l'Enseignement des Beaux-Arts, démontrait que le symbole de l'Inconnu tel qu'il avait été pensé par ses initiateurs souffrait de limites restrictives gênantes et même de certaines faiblesses de conception. Il inaugurerait ainsi la longue série des polémiques autour du concept de l'Inconnu qui allaient s'amplifier au fil des mois à venir.

Polémiques et instrumentalisation politique autour de deux lieux

⁷Cité in Gérard Fonck, *Le Soldat inconnu, tome 1 : les démarches*, autoédition, 2004, p. 36.

⁸Journal officiel, séance du 19 novembre 1918, annexe n° 5240, pp. 1823-1824.

⁹Journal officiel, débats, séance du 29 novembre 1918, p. 2845.

Le 12 septembre 1919 reprend à la Chambre le débat touchant à l'enterrement d'un Soldat inconnu. 88 députés menés par le député de l'Oise Maurice Maunoury et le ministre des Pensions André Maginot soutiennent l'idée de « panthéoniser » un inconnu. Le 17 octobre, la représentation nationale charge le député Henry Paté, au nom de la commission de l'Armée, de faire avancer le projet. Ce dernier déclare alors :

« Symbolique entre toutes, la manifestation du Panthéon synthétisera du reste cette sorte d'exaltation de l'anonymat qui a été l'une des caractéristiques de cette guerre. »

Les choses évoluèrent ensuite assez peu jusqu'à l'automne 1920, alors que mûrissait au sein du gouvernement, non sans tergiversations ni quelques aberrations chronologiques, l'idée selon laquelle on commémorerait le cinquantenaire de la III^e République le 11 novembre, en amenant le cœur de Gambetta qui reposait jusque-là chez lui à Ville d'Avray au Panthéon. Le conseil des ministres du 5 octobre actait les choses en ce sens.

La reprise du débat autour de l'Inconnu se fera mais, cette fois-ci, par le biais d'une virulente campagne de presse. Face aux tergiversations gouvernementales, mais aussi à l'annonce qu'un autre inconnu allait être inhumé le 11 novembre 1920 Outre-Manche, c'est la presse nationale qui tente de mobiliser l'opinion publique en faveur du choix d'un autre lieu que le Panthéon pour honorer l'Inconnu français. Trois journaux vont avoir un rôle important dans la puissante campagne de presse qui va alors voir le jour : *Le Journal*¹⁰, *L'Action française* et *l'Intransigeant*.

Le « terrain » des polémiques avait déjà été préparé par un article du journal monarchiste *l'Action française* dirigé par Charles Maurras qui, avec sa virulence coutumière, avait dès le 4 septembre 1920, soutenu que la commémoration du cinquantenaire de la République était avant tout une célébration de la capitulation de Sedan. *Le Journal* du 26 octobre fut, sous la plume du député André Paisant, le premier à revendiquer la paternité de l'idée d'honorer un soldat anonyme. Un journal conservateur, *l'Intransigeant*, ayant quant à lui un lectorat bien plus important que son homologue royaliste, poursuit la campagne de presse en ouvrant les hostilités dès la fin du mois d'octobre 1920 : il s'agit d'attaquer directement l'idée gouvernementale de commémorer à la fois le cinquantième anniversaire de la République et le projet de faire reposer le Soldat inconnu au Panthéon¹¹. Pourtant, dans l'esprit des gouvernants d'alors, les deux commémorations doivent fusionner en une seule et même cérémonie : on commémorera à la fois le cinquantième anniversaire de la République et l'armistice du 11 novembre en transférant, en même temps, le cœur de Gambetta et les restes de l'Inconnu au Panthéon.

Or *l'Action française* et *l'Intransigeant* vont mener ensemble et simultanément une virulente campagne de presse contre ce projet car, pour les rédacteurs, les deux événements sont antinomiques, tout comme d'ailleurs les deux personnages que l'on veut honorer ce même jour. En réveillant – sous la plume du rédacteur en chef Léon Bailby – les vieilles querelles religieuses que n'avaient pas fait taire la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905, *l'Intransigeant* du 25 octobre 1920, place d'entrée la question du lieu d'inhumation du Soldat inconnu sur le terrain d'une polémique tant politique que religieuse :

¹⁰Ce quotidien fut sans conteste un précurseur en la matière. Il avait déjà mené une importante campagne de presse en septembre, octobre et novembre 1919 pour faire connaître la réaction de personnalités et sensibiliser son lectorat au projet du Panthéon.

¹¹Le cinquantenaire de la République aurait dû être commémoré le 4 septembre. Mais la proximité de l'anniversaire de la capitulation de Sedan (2 septembre), divers problèmes protocolaires et la volonté de proclamer le retour de l'Alsace-Lorraine à la France ont, au final, joué en faveur du choix de la date anniversaire de l'armistice.

« On pourrait retrouver dans les débats de l'Assemblée législative de 1875-1876, lorsque y fut discutée la consécration de la France au Sacré-Cœur, les objections faites à cette forme de culte par certains républicains, les mêmes qui aujourd'hui ne trouvent pas surprenant d'entourer d'une sorte de vénération les viscères du grand tribun. »

Trois jours plus tard, la plume du royaliste Maurice Pujo radicalise encore un peu plus le débat :

« Le Panthéon est un sanctuaire bien récent et les « gloires » qu'on y a placées, depuis le funeste Genevois Rousseau jusqu'à l'immonde Zola, feront au Héros français une bien mauvaise compagnie. Je ne vois pas aux côtés de l'auteur de la *Débâcle*, le sublime soldat de la Grande Guerre [...] Ce ne sont pas mes sentiments de royaliste, c'est mon instinct le plus profond de poilu qui se révolte à l'idée que notre Camarade figurera dans le même cortège que Gambetta, le métèque bohème et phraseur [...] Oui, je répugne à l'idée de voir mis sur le même rang – et peut-être fera-t-on passer le politicien devant ! – celui qui représente la parole vide ou mensongère [...] A tout prendre, en attendant qu'on puisse lui offrir un temple purifié et un cortège sans indignité, j'aimerais mieux qu'on élevât au soldat inconnu un monument solitaire ou qu'on le laissât dormir dans la terre sacrée où il est tombé¹². »

Le principal cheval de bataille des membres de la rédaction de ces journaux conservateurs dont Gabriel Boissy fut l'un des fers de lance sera justement de refuser que les restes de deux personnages, pour eux aussi différents que Gambetta et l'Inconnu, reposent sous un même toit, fût-il celui d'une ancienne église transformée en temple républicain¹³... Boissy, préfacier du livre de Charles Vilain était membre de la rédaction de *l'Intransigeant*. Il évoque dans cette préface le récit d'un camarade de combat du 103^e régiment d'infanterie tendant à démontrer au lecteur que les combattants de base étaient favorables à l'Arc de Triomphe car ce lieu avait été celui du défilé de la victoire du 14 juillet 1919 où, la veille, avait été dressé un immense cénotaphe sous l'Arc de Triomphe à la veille du défilé de la Victoire¹⁴. Il souligne par ailleurs et à juste titre combien Charles Vilain, dans son évocation de l'histoire du Soldat inconnu, demeure silencieux sur la question des vives polémiques qui l'ont initié.

Evoquant l'aide de son ami Auguste-Gustave Binet-Valmer, président de *La ligue des Chefs de Section*, pour inhumer un inconnu sous l'Arc de Triomphe, il va jusqu'à évoquer une situation où auraient pu produire « des troubles peut-être sanglants, des troubles dont la seule crainte fit que les pouvoirs publics changèrent aussitôt d'opinion. » Il conclut : « De cette action directe, les preuves écrites existent toujours et le récit en sera publié, l'heure venue¹⁵. » Evoquant la même affaire, un autre auteur, Marcel Dupont, écrit de son côté : « L'écrivain Binet-Valmer [...] entreprit une campagne d'une extrême vigueur pour obtenir que le grand Mort reposât sous l'Arc de Triomphe de l'Etoile. Dans ce but, il déposa des motions violentes et, des voix s'étant élevées à la Chambre contre son projet, il alla jusqu'à menacer de descendre dans la rue pour faire exaucer le vœu de ses frères d'armes¹⁶. » Un ami de Gabriel de Boissy, également journaliste à *l'Intransigeant*, précise encore : « Gabriel de Boissy, puissamment aidé par Binet-Valmer [...] avait pris, en effet, l'initiative d'aller inhumer lui-même le corps de l'un de ses camarades inconnus, dans une sépulture sans nom, sur le front de combat, et d'aller barrer, avec ce corps, le chemin du cortège qui devait transférer au Panthéon le cœur de Gambetta. Le président de la République, Millerand, mis secrètement au courant par Léon Bailby, patron et confident de Boissy, de ce qui allait se passer, alerta alors le gouvernement, et celui-ci, désireux d'éviter un scandale auquel il n'aurait pas survécu, envisagea aussitôt, sur le conseil d'André Maginot, de transférer le corps d'un soldat inconnu au Panthéon, en même temps que le cœur de Gambetta¹⁷. » On mesure ici mieux à quelles formidables pressions émanant de certaines associations d'anciens combattants devait faire face les autorités de l'État, à peine quelques heures avant le début des cérémonies parisiennes...

¹²L'Action française du 28 octobre 1920, « Pour le Soldat inconnu », p. 1.

¹³ Mona Ozouf, *Le Panthéon. L'École normale des morts in Pierre Nora (dir.), Les lieux de mémoire 1. La République*, Gallimard, réédition 1997, coll. Quarto, pp. 155-177.

¹⁴Sur le sens de cette cérémonie, cf. Jean-François Jagielski, *Le Soldat...*, op. cit., pp. 65-69.

¹⁵Charles Vilain, *Le Soldat...*, op. cit., p. XVII.

¹⁶Marcel Dupont, *L'Arc de Triomphe de l'Etoile et le Soldat inconnu*, Les Editions françaises, 1958, p. 17.

¹⁷J.A. Duberc, *Gabriel Boissy et le tombeau du Soldat inconnu*, Société scientifique et littéraire de Cannes, 1964, p. 159 ; cf. également sur ce point précis, l'Action française du 4 novembre 1920, « Le Soldat inconnu – une lettre de Monsieur Binet-Valmer », p. 1).

Une fois la polémique lancée, l'*Action française* et l'*Intransigeant* n'ont plus qu'à constater les effets de leur initiative et enregistrer les réactions en chaîne de leurs confrères dans la presse nationale. Elles ne se font guère attendre. Faisant suite à la décision du gouvernement de Georges Leygues prise le 2 novembre en conseil des ministres d'inhumer les restes de l'Inconnu au Panthéon, Henry de Jouvenel des Ursins écrit dans le *Matin* du 4 novembre :

« La vraie place du Poilu n'est pas au Panthéon, elle est sous l'Arc de Triomphe. Le Gouvernement s'est heureusement décidé à sanctifier la journée du 11 novembre en la consacrant au vainqueur de la Grande Guerre : le soldat anonyme. [...] Et puisqu'il est temps encore, avant que les chambres ne votent le projet, avant que le gouvernement le dépose, réclamons tout de suite, pour la dépouille mortelle du Poilu, sa vraie place. Ce n'est pas le Panthéon, c'est l'Arc de Triomphe. Qu'on porte au Panthéon le cœur de Gambetta. Gambetta sauva l'honneur, il ne sauva pas le pays. Il rêva la victoire, il ne l'emporta pas. D'avoir improvisé des armées quand la France au lendemain de Sedan et de Metz n'avait plus d'armée, d'avoir lutté malgré tout, prolongé au-delà du possible un effort qui semblait renaître après chaque défaite [...] donne à Gambetta le droit d'entrer dans le temple que consacre « aux Grands Hommes la Patrie Reconnaissante » Mais celui dont Maginot ira, le 10 novembre à Verdun, chercher le cercueil sans nom, ce fils de toutes les mères qui n'ont pas retrouvé leur fils, est bien plus qu'un grand homme : il représente la génération du sacrifice, il est le peuple entier. Lui réserver un coin dans une crypte ! A côté de qui ? Y a-t-il commune mesure entre sa gloire et les autres ? Ne l'enfermez pas dans la solitude de ce monument devant lequel le visiteur hésite. Portez-le au sommet de l'avenue triomphale, au milieu de ces quatre arches ouvertes sur le ciel [...] Qu'il domine les Invalides, le Louvre des rois, tout ce paysage incomparable, et que l'Histoire semble monter vers lui, avec la foule, les soirs de fête. Songez-y. C'est lui, l'inconnu, l'anonyme, le simple soldat, qui donne tout son sens à l'Arc de Triomphe. [...] Laissez le Panthéon aux écrivains, aux savants, aux hommes d'État.¹⁸ [...] »

La campagne en faveur de l'Arc de Triomphe fut reprise par une bonne partie de la presse populaire à grand tirage dont faisait partie *Le Journal*. Elle rallia à sa cause assez facilement l'opinion publique et les plus influentes associations d'anciens combattants ou de familles en deuil (*Union nationale des Combattants, Ligue des Chefs de Section et des Soldats Combattants, Le Poilu de France, Union des Pères et Mères dont les Fils sont morts pour la Patrie*, etc...).

Le Panthéon était selon elle un monument qui laissait indifférent l'immense majorité de l'opinion. C'était un lieu ignoré des Français, élitiste et donc peu favorable au développement d'un culte populaire de l'Inconnu. Il était déjà perçu avant le projet d'inhumation du Soldat inconnu comme un « espace litigieux » qui avait rencontré des difficultés « à être un lieu vivant de la mémoire nationale. » C'était aussi un lieu peu consensuel, perçu comme tel. Mona Ozouf qui, bien que n'évoquant pas dans son étude consacrée au Panthéon les polémiques autour de l'inhumation du Soldat inconnu, la conclut en remarquant qu' « alors que le culte des grands hommes, si conformisant, est antinomique de toute rupture, le Panthéon, conçu pour la mise en scène quasi religieuse du rassemblement national, est le lieu même de la rupture entre les Français : sur lui ne parvient pas à s'effacer la marque originelle de la Révolution française¹⁹. » Le lieu pressenti était donc plus propice au retour des traditionnelles querelles politico-religieuses issues de la période postrévolutionnaire et du XIXe siècle qu'à un réel apaisement. Même après la Grande Guerre, une partie des tenaces divisions idéologiques issues de la Révolution française étaient donc toujours bien présentes.

Dès le 6 novembre 1920, la commission des finances de la Chambre avait été saisie du projet de loi du gouvernement en faveur du transfert d'un soldat anonyme au Panthéon et accordait au gouvernement un crédit de 300 000 francs. Toutefois, son rapporteur, Charles Dumont, développa son argumentation en rappelant que le Panthéon avait « une affectation spéciale » qui était d'être réservée aux seuls grands hommes. Pour lui, « le poilu que nous allons glorifier n'est pas un de ces grands hommes. Il est le symbole de la foule immense des soldats qui se sont sacrifiés pour la Patrie. Sa vraie

¹⁸Cité in Charles Vilain, *Le Soldat...*, op. cit., pp. 60-62.

¹⁹Mona Ozouf, *Le Panthéon...*, art. cit., pp. 155 et 174.

place, à notre avis, est à la base même du monument symbolique de la Victoire, c'est donc sous l'Arc de Triomphe, sur la plus belle colline de Paris que ce héros doit être déposé et dormir de son dernier sommeil. C'est là, d'ailleurs, le sentiment public dans le pays. » Un deuxième lieu, antinomique du premier, émergeait donc.

A la Chambre et au Sénat, le débat initié par la presse avait tendu l'atmosphère. Les échanges entre la droite et la gauche furent vifs, et ce, dès le 8 novembre, date de la rentrée parlementaire, à moins de trois jours des projets de cérémonies parisiennes. Le gouvernement, qui tergiversait toujours, laissa donc la parole aux députés et sénateurs de droite comme de gauche. Ces derniers s'invectivèrent à qui mieux mieux. La droite et l'extrême droite voulaient l'Arc de Triomphe. La gauche et les modérés, le Panthéon. Ce dernier était honni par les élus royalistes qui y voyaient un lieu d'obédience républicaine, qui plus est, souillé par la présence du corps de Zola, l'auteur de *La Débâcle*... La gauche, avec l'intervention du député socialiste Alexandre Bracke, dénonçait une cérémonie fourre-tout, voulant mêler l'armistice, la victoire, la fin de l'affront de 1870, la République et l'arrivée d'un soldat inconnu. Bracke reprochait même au gouvernement de vouloir « *cacher les états-majors vivants derrière le cadavre, symbole de tous les morts*²⁰... » et d'escamoter ainsi la fête de la République au profit d'une cérémonie purement militariste. Il fallut attendre les interventions modérées des députés Vidal et Sangnier dénonçant la tournure politicienne du débat pour retrouver un semblant de sérénité :

« Permettez-moi de vous dire avec tout mon cœur, avec toute ma sincérité que si celui que vous allez transporter demain sur l'affût d'un canon pouvait assister, de je ne sais où, à cette séance abominable, [...] celui-là, quel qu'il soit, quelle que soit sa confession, à quel que parti politique, à quelque classe sociale qu'il ait appartenu, vous aurait dit : « Je vous en prie, laissez-moi où je suis. Laissez-moi sous la terre où je suis tombé, sous la terre que j'ai défendue et sur laquelle je suis mort pour la défense des libertés sacrées, mais par pitié ne me mêlez en aucune façon à vos luttes politiques, à vos querelles intestines que j'avais crues un moment écrasées à jamais par mon suprême sacrifice »²¹. »

Le Président du Conseil Georges Leygues trancha au final, ménageant la chèvre et le chou :

« La République a formé des générations au cœur de fer, qui, après avoir fait preuve pendant la guerre du plus haut courage, donnent pendant la paix l'exemple du sang-froid et de l'ordre. L'hommage à Gambetta, c'est l'hommage à celui qui ne désespéra pas de la France et affirma notre droit aux réparations de l'avenir. L'hommage au héros inconnu, inhumé sous l'Arc de Triomphe, qui symbolise le dévouement absolu à la Patrie et aux grands principes, qui ont inspiré son histoire, doit rallier l'unanimité du Parlement »²². »

La loi suivante fut votée à l'unanimité par l'ensemble des députés :

« Article premier : Les restes d'un des soldats français, morts au champ d'honneur, au cours de la guerre 1914-1918, et non identifiés individuellement, seront transférés à Paris et solennellement déposés, le 11 novembre, à l'Arc de Triomphe. »

Désignation

Le 3 novembre 1920, alors que rien n'est encore décidé fermement quant au lieu d'inhumation définitif des restes de l'Inconnu et que le vif débat parlementaire que nous avons évoqué ci-dessus n'a pas encore eu lieu, le ministre des Pensions, André Maginot, déclarait solennellement devant un parterre de journalistes réunis pour l'occasion :

« Pour le choix du corps, qui sera transporté au Panthéon, notre principale préoccupation est d'assurer de la façon la plus complète l'anonymat de telle sorte que les familles qui ont eu la douleur d'avoir un de leur membre perdu à la guerre, sans qu'il ait pu être identifié, puissent toujours rester en droit de supposer que l'être qui leur est cher, fait l'objet de ce suprême hommage.

²⁰Annales de la Chambre des Députés, 2^e sessions extraordinaire, séance du 8 novembre 1920, p 15.

²¹*Ibid.*, p. 19.

²²Charles Vilain, *Le Soldat...*, *op.cit.*, p. 64-65.

Voici donc les dispositions qui ont été prises : l'ancienne zone des armées se trouve actuellement divisée en neuf régions de champs de bataille, y compris la Belgique. Des ordres ont été envoyés aujourd'hui même aux commandants de ces régions pour faire exhumer dans un endroit, désigné par eux et tenu secret, le corps d'un soldat identifié comme Français, mais dont l'identité personnelle n'aura pu être établie. Chaque corps, ainsi exhumé, sera déposé dans un cercueil de chêne et transporté en automobile à la citadelle de Verdun.

Mardi prochain, 9 novembre, à 6 heures du soir, neuf cercueils, contenant autant de corps anonymes, pris sur les différents points de l'immense champ de bataille, se trouveront réunis en ce point symbolique. Une veillée d'armes y sera organisée, et, dans la journée de mercredi, je me rendrai moi-même à Verdun pour la cérémonie du choix définitif du héros inconnu.

Je ferai réunir, en présence des neuf cercueils, une compagnie d'infanterie sélectionnée, et composée uniquement d'anciens combattants de la grande guerre. Je ferai sortir du rang un soldat pris au hasard et qui désignera le cercueil. Celui-ci sera amené ensuite à Paris²³. »

Les généraux commandant les 9 régions militaires reçoivent l'ordre de « *faire exhumer dans un endroit qui restera secret le corps d'un militaire dont l'identité comme Français est certaine mais dont l'identité personnelle n'a pu être établie* ». Si les ordres du ministre furent strictement et scrupuleusement respectés quant au « secret », il n'en fut pas de même pour le nombre de corps ramenés des grands champs de batailles. Seuls 8 corps sur les 9 demandés par le ministre furent exhumés. Un corps provenant d'une des régions militaires posait un problème quant à sa nationalité ou au respect de la clause d'anonymat.

Ces 8 corps rejoignirent Verdun par camions automobiles dans la journée du 9 novembre. La ville, symbole de la résistance française et cité emblématique de l'une des plus longues et plus violentes batailles de la Grande Guerre avait aussi une autre particularité : ses abords immédiats regorgeaient de dizaines de milliers de disparus dont les restes anonymes avaient été pulvérisés par les titanesques duels d'artillerie et abandonnés à leur sort. L'endroit paraissait donc doublement propice à la désignation d'un représentant des disparus. Les corps des 8 inconnus furent exhumés des grands champs de batailles du front occidental : l'Artois, la Somme, l'Île de France (batailles de la Marne), le Chemin des Dames, la Champagne, Verdun, la Lorraine et les Flandres belges. Nous n'avons pu retrouver aucun témoignage de caractère administratif sur la procédure visant à assurer ces exhumations pour lesquelles le ministre des Pensions et le ministre de la Guerre avaient l'un et l'autre exigé un secret absolu.

Seul l'écrivain Roland Dorgelès, l'auteur des *Croix de Bois* et du futur *Réveil des Morts*, semble avoir réussi à déjouer les mesures de précaution prises par l'autorité militaire. Il semble qu'il soit parvenu ou à être présent à l'insu de tous sur l'ancien champ de bataille de Verdun au moment de l'exhumation de l'un des 8 soldats anonymes ou à interroger un témoin direct qui se trouvait sur les lieux au moment où le corps fut exhumé :

« [...] c'est là que samedi, à la fin du jour, on a exhumé l'Inconnu de Verdun. Celui peut-être qui franchira les portes de Paris. L'officier supérieur qui dirigeait les recherches avait précédemment fait déterrer dix corps, mais chaque fois un scrupule l'avait retenu. La crainte qu'un détail d'uniforme, un écusson encore visible, ne permit de reconnaître une arme ou un régiment. On écarta ainsi deux tirailleurs indigènes facilement identifiables, puis un soldat possédant un briquet, cette simple indication circonscrivant les conjectures. Ensuite, deux corps de fantassins furent sauvés du charnier, grâce à leur plaque individuelle. Enfin on a ouvert cette onzième tombe, où reposait un soldat que rien ne permettait de distinguer mais dont on était sûr que c'était bien des Français. Des guêtres basses, une capote bleu horizon : probablement un tué de 1916. Son cercueil, porté par quatre hommes, a suivi la piste que je viens de prendre et a rejoint la route par où je suis arrivé. Le cortège – un camion militaire, suivi de deux voitures – a passé devant l'Ossuaire de Douaumont, caserne des morts, il a longé le cimetière de Fleury – encore cinq mille tombes – puis celui du Faubourg Pavé – sept mille tombes – sans compter les croix innombrables qui font

²³*Ibid*, pp. 57-58.

signe du haut des talus, et le Messenger de Verdun a retrouvé à la citadelle les envoyés de Craonne et de l'Yser, de Notre Dame de Lorette, et de Harmantzwiller, de Tahure et de Vauquois, de tous ces lieux tragiques où le sang a coulé²⁴.»

Le témoignage tardif du membre de l'*Association des Ecrivains Combattants* souligne bien cette crainte, liée probablement à de fortes pressions hiérarchiques, qui semble avoir obsédé les militaires chargés de ces exhumations et du choix des corps des inconnus : être avant tout sûr d'exhumer le corps d'un soldat français car toute erreur aurait pu amener un Allemand au Panthéon ou sous l'Arc de Triomphe... La tâche ne devait pas être si évidente en ces secteurs de front qui avaient connu, souvent comme à Verdun, des combats d'une ampleur et d'une violence inouïes...

Les corps des 8 inconnus furent tous directement amenés à la citadelle de la ville, symbole de la résistance et de l'opiniâtreté de l'armée française. Devant l'écoute n° 1, les honneurs leur furent rendus par deux compagnies du 132^e régiment d'Infanterie sous les ordres du commandant Lespinasse qui, chaque fois qu'un corps arrivait à destination, prononçait une courte allocution suivie d'une sonnerie : *« Au nom du Soldat Inconnu, qui va reposer provisoirement à la citadelle de Verdun et qui sera peut-être désigné pour reposer sous l'Arc de Triomphe ; au nom de tous les soldats inconnus de tous les champs de bataille, ouvrez le ban ! »*

La casemate qui accueillit les 8 dépouilles était une pièce rectangulaire vaste et longue d'environ trente mètres sur cinq. Elle avait servi durant la guerre de salle de cinéma et d'espace pour les réceptions officielles. Ce jour-là, elle n'était qu' *« une galerie souterraine transformée en chapelle ardente »* dont les murs étaient recouverts de *« drapeaux tendus comme dans l'oratoire enterré du fort de Vaux. »* Ils avaient été placés *« en frise écussonnée de panoplies [...] sur la tenture de drap blanc où des branchettes de sapin [dessinaient] une croix de Lorraine. Au fond, [se trouvaient] les armes et les croix multiples de Verdun sur un panneau auréolé de trophées. Et dans cette chapelle, dans l'éclairage rougeâtre de cierges fichés entre des douilles d'obus, sous la lueur mystérieuse de lampes électriques voilées de mauve et qui [semblaient] des améthystes lumineuses [se trouvait] une double file de cercueils entre quatre cénotaphes²⁵. »*

Le soir du 9 novembre et durant la nuit suivante, un piquet d'honneur constitué de jeunes recrues du 25^e d'Artillerie assura une garde d'honneur autour des huit cercueils. Des anciens combattants et des Verdunois vinrent s'incliner devant les dépouilles des inconnus jusque tard dans la nuit, *« avec des prières et des larmes »* précise le reporter de l'*Illustration* venu couvrir l'événement. Le livre d'or de la ville de Verdun, livre sur lequel n'ont été apposées jusqu'à ce jour que des signatures de souverains ou de chefs d'États, sera ouvert pour que chaque Verdunois présent puisse y apposer sa propre signature. Au matin du 10 novembre, vers 8 heures, commence le défilé des élèves des écoles publiques et privées accompagnés de leurs maîtres respectifs. A 9 heures, Mgr Ginisty, évêque de Verdun, est venu prier une demi-heure devant les corps. En fin de matinée, les huit bières étaient en place dans la pénombre de l'écoute n° 1 pour la cérémonie qui allait s'ouvrir l'après-midi. Huit cercueils de chêne brut, recouverts de l'étamine tricolore furent alignés.

Maginot est arrivé en gare de Verdun le 10 novembre à 11 heures 55. Il a été accueilli par le conseil municipal et le maire de la ville, le sous-préfet, le commandant en chef de la place, le général Boichut et le député Lecourtier. Un déjeuner rapide est pris au « Coq hardi ». A quinze heures précise, Maginot se rend à la citadelle. Tout est prêt pour l'arrivée de la délégation officielle conduite par le ministre. A quinze heures précise, le Ministre des Pensions met dans les mains d'un jeune soldat du 132^e Régiment d'infanterie un bouquet de fleurs en prononçant l'allocution suivante :

²⁴Roland Dorgelès, *Bleu horizon. Pages de la Grande Guerre*, Albin Michel, 1949, p. 120.

²⁵ L'*Illustration* n° 4055 du 20 novembre 1920, p. 362.

« Soldat, voici un bouquet de fleurs cueillies sur les champs de batailles de Verdun, parmi les tombes de tous les héros inconnus morts pour le Pays. Vous le déposerez sur un des huit cercueils. Ce cercueil sera celui du Soldat inconnu que le peuple de France accompagnera demain au Panthéon et à l'Arc de Triomphe. Suprême hommage, le plus splendide que la France ait jamais rendu à l'un de ses enfants, mais qui n'est pas trop grand pour celui qui symbolise la vaillance française, dont le sacrifice anonyme a sauvé la Patrie, le Droit et la Liberté²⁶. »

Auguste Thin, fils d'un soldat mort pour la France et porté disparu avait, sous l'emprise de l'émotion, la mine grave comme le laisse deviner un cliché d'époque pris sur le vif. Commis épicier à Caen pendant la guerre, il avait devancé son appel et s'était engagé volontairement à Lisieux le 3 janvier 1918, à l'âge de 19 ans, pour libérer le sol natal et venger un frère aîné grièvement blessé. En novembre 1920, il réside à la caserne Niel située à Verdun. A cette époque, le soldat Thin, comme tant d'autres, attend sa démobilisation. Mais, un matin, les hasards de l'histoire en ont décidé autrement puisqu'il apprend subrepticement qu'il a été désigné pour choisir parmi les 8 corps présents ce 10 novembre à Verdun celui qui deviendra le Soldat inconnu à qui la nation rendra hommage.

Suivi du Général gouverneur de Verdun Boichut, le ministre André Maginot, gravement blessé durant la guerre, est entré dans la galerie en s'appuyant sur ses cannes, entouré d'une nombreuse délégation. L'évêque et le maire de Verdun sont présents. Une assistance de veuves, de mutilés et d'anciens combattants a également été conviée à la cérémonie. Une sonnerie exécutée par de jeunes recrues retentit et ouvre officiellement la cérémonie. Puis les tambours voilés de crêpe se mettent à rouler lugubrement et Auguste Thin, muni du bouquet de fleurs que lui a remis André Maginot quelques instants auparavant, s'est mis à déambuler entre les deux rangées de 8 cercueils recouverts d'un drapeau tricolore retombant jusqu'à terre. Un reporter présent pendant la scène écrit :

« Un silence écrase les poitrines. Anxieuse attente, le soldat, blême qu'il était, est devenu rouge et, la démarche raide, il a fait le tour des huit cercueils. Il a tourné une première fois très vite, sans s'arrêter, puis au second tour, brusquement, il a déposé son bouquet sur le troisième cercueil de la rangée de gauche. Un murmure s'élève, soulageant les cœurs : "C'est fini, il a choisi ... " Le bruit court le long de la galerie, parvient à la foule, dehors. Et que sait-on ? Rien ! Un inconnu parmi huit morts sans nom ... Le tambour bat. Une musique militaire en sourdine. »

L'envoyé spécial de l'*Action française* est le seul à préciser qu'Auguste Thin, après avoir désigné le cercueil, « tombe à genoux et sanglote²⁷. » Le choix du Soldat inconnu était accompli. Les 7 autres inconnus furent quant à eux par la suite inhumés au cimetière du Faubourg Pavé de Verdun. Et ce, afin qu'on ne puisse jamais savoir à quels secteurs du front occidental appartenaient ni l'« élu » ni les « recalés ».

De la gauche à la droite : perception de l'Inconnu

A gauche : le symbole du « *peuple-soldat qui a été universellement trompé* »

A la veille des cérémonies du 11 novembre 1920, la position de l'aile gauche des socialistes, ceux qui iront en partie rejoindre un mois plus tard les rangs du parti communiste, éprouvent plus que de la suspicion à l'égard de l'Inconnu qu'un gouvernement appartenant au Bloc national entend honorer en le mettant presque en concurrence, au cours d'une seule et même cérémonie, avec le cœur

²⁶Charles Vilain, *Le Soldat...*, op. cit., pp. 73-74.

²⁷L'*Action française* du 11 novembre 1920, « A Verdun. Au cours d'une cérémonie émouvante le Soldat inconnu a été désigné par un homme du 132^e d'infanterie », p. 4.

du républicain Gambetta. Les deux symboles ne sont-ils pas antinomiques pour les représentants de cette aile gauche du socialisme ? L'intervention du député socialiste Bracke au cours du débat parlementaire du 8 novembre 1920 à la Chambre des députés évoqué plus haut allait déjà en ce sens. Il dénonçait « *le caractère d'une fête militaire, en faveur des états-majors* » puis, lorsque le ton monta avec ses interlocuteurs du centre et de droite, il dévoila clairement le fond de sa pensée et se fit en quelque sorte le porte-parole du sentiment de rejet de son groupe parlementaire à l'égard d'un symbole ambigu servant en quelque sorte à cautionner les massacres passés mais aussi à venir : « *C'est pourquoi, en raison du sentiment de la population... [interruptions à droite et au centre] qui s'est marqué assez nettement, pour que vous soyez obligés, maintenant, d'essayer de cacher les états-majors vivants derrière le cadavre, symbole de tous les morts*²⁸... »

La partie la plus cinglante de l'intervention du député est reprise dans l'*Humanité* du 9 novembre. Le quotidien a commencé depuis le 5 à tourner en dérision une mascarade autour du Soldat inconnu au moyen d'une série de dessins humoristiques signés du crayon de Lucien Laforge²⁹. Le quotidien s'en prenait alors violemment aux « *délégués du royalisme, de la grande Banque, des Profiteurs de la Mort* » qui, au cours de la séance, « *se disputaient sans pudeur la dépouille du malheureux Poilu arraché par eux à son sommeil [et formaient] cette cohue uniquement occupée de l'exploitation politique de son sacrifice.* »

Le 12 novembre, le journal rendait compte avec sa propre sensibilité des cérémonies de la veille. L'organe de presse qui devait le 8 avril 1921 devenir officiellement celui du parti communisme dénonçait sous la plume de son tout nouveau directeur, Marcel Cachin, un « *long spectacle militaire (...)* [dont] *il ne me semble pas que l'on ait pu rapporter une autre impression que celle d'une immense parade belliqueuse* » mais également une manifestation pompeuse où :

« [...] *la note dominante fut une note guerrière. Les organisateurs de cette démonstration publique avaient, en réunissant deux cérémonies – cinquantenaire de la République et anniversaire de l'armistice – laissé deviner leur intention de donner à la dernière la préséance sur le rappel du 4 septembre 1870. [...] Toute l'attention, toute la curiosité, et même ce qu'il peut y avoir d'émotion réelle à certains moments n'avaient d'autres buts, d'autre cause que la figuration militaire avec les vedettes attendues, les maréchaux étoilés et constellés de décorations. [...] Tout ce film dont le scénario a été imaginé en vue de célébrer le régime républicain, n'a fait que mieux ressortir la puissance de l'idée militariste. Certes, si le « soldat inconnu » avait pu surgir de son cercueil et soulever le drapeau tricolore sous lequel il était enveloppé, il aurait compris qu'il s'était fait tuer en vain : l'esprit de la guerre n'est pas mort. Et c'est bien cette impression qui dominait*³⁰. »

Ce spectacle n'était au final qu'« *une parade guerrière* » qui avait volontairement fait passer au second plan la République, « *une pièce macabre* » où les fauteurs de guerre avaient mis sur un pied d'égalité les bourreaux et les victimes et où le « *prolétaire mort* » devenait « *un mort de réclame* », simplement destiné à justifier et cautionner les formes néfastes du militarisme qu'on entendait ressusciter.

L'auteur de l'article poursuivait son réquisitoire incisif en écrivant : « *Le petit poilu qui repose sous l'Arc de Triomphe a été trahi : on lui avait promis solennellement que la rançon de son sacrifice serait le désarmement général. Les prolétaires ne se laisseront plus duper par les défilés en musique, les discours officiels et les vaines apothéoses*³¹. » Le Soldat inconnu n'est donc aux yeux d'une partie de ceux qui vont entrer dans les rangs communistes qu'un subterfuge commode pour justifier la guerre passée et par là même, cautionner à bon compte les velléités d'un bellicisme à venir. L'Inconnu est donc à la fois une victime et un prétexte. Une victime qui l'est doublement puisqu'elle a été « *trahi[e]* » par

²⁸Annales de la Chambre des députés, 2^e session extraordinaire, séance du 8 novembre 1920, p. 15.

²⁹L'*Humanité* des 5, 6, 9, 10 et 11 novembre 1920.

³⁰L'*Humanité* du 12 novembre 1920, « Cinquantenaire de la République. La gloire du Soldat inconnu servit hier à rendre les honneurs à des militaires trop connus », p. 1.

³¹*Ibid.*

le pouvoir en place et son soutien direct, le militarisme. Un prétexte aussi puisqu'il permet, grâce à sa force symbolique, d'être en quelque sorte l'arbre qui cache la forêt des millions de morts, tous victimes d'une guerre dont le but n'était bien sûr pas de défendre les intérêts de la classe ouvrière. Le gouvernement a en fait exhumé « *le petit poilu* » pour mieux l'utiliser à des fins de propagande partisane. Les anciens combattants, et tout particulièrement les prolétaires seront donc une fois encore bernés et redeviendront les victimes expiatoires d'un système foncièrement pervers que dénonce à cette époque Henri Barbusse :

« Les survivants qu'on a couverts de fleurs et d'hommages oratoires quand les frontières étaient faites de leur chair, sont revenus misérablement tels des prisonniers qu'ils étaient tous. Ils sont passés sous l'Arc de Triomphe comme des passants d'un jour, disparaissant et anonymes, comme des semblants d'hommes, incarnés par des généraux dont les noms connus volaient tous les humbles noms³². »

Ce symbole de deuil, qui aurait pu avoir une dimension pédagogique pour les générations futures, a été en quelque sorte détourné de sa fin première. En ce 11 novembre 1920, les pompes militaires dédiées au « *prolétaire mort* » vont servir à alimenter et réactiver une idéologie bourgeoise et va-t'en-guerre, soucieuse de se ménager un avenir qui conduira insidieusement mais inéluctablement les prolétaires vers de nouvelles tranchées. Le véritable héros de ces cérémonies n'est ni la République ni le soldat anonyme qu'elle honore mais une forme de nationalisme belliqueux, conforté et entretenu par de telles solennités grâce auxquelles on détourne les symboles pour mieux les manipuler. Telle est la teneur du discours d'une gauche dont le rôle est désormais de dénoncer les erreurs et les errements du passé pour mieux prévenir les risques de conflit à venir que le traité de Versailles semble, à leurs yeux, naïvement appeler de ses vœux³³.

Les positions défendues par le député Backe et Marcel Cachin font partie de l'héritage que la gauche de la S.F.I.O. va transmettre intégralement au jeune parti communiste. Un intellectuel partageant cette sensibilité ira même plus loin dénonçant cette pratique discursive de droite, toute empreinte de mystique barrésienne³⁴, qui fut une pratique courante pendant la guerre³⁵ et l'immédiat après-guerre : l'art de faire parler les morts pour mieux justifier l'existence nécessaire du conflit... Henri Barbusse, ancien combattant que la notoriété du roman *Le Feu* avait poussé au premier rang des intellectuels pacifistes, l'un des fondateurs de l'*Association Républicaine des Anciens Combattants*³⁶, également l'un des rares intellectuels qui adhèrera au Parti communiste dès 1923, dénonce dans une lettre datée de juin 1919 cette pratique abusive du détournement de la parole des morts, pratique que le retour à la paix n'a pas fait disparaître, bien au contraire :

« Nous estimons, de plus, que ceux-là seuls que le hasard a épargnés dans la guerre auraient, jusqu'à une certaine mesure, le droit d'invoquer sans mentir le témoignage et l'exemple de ces morts qui, à la fin de leur vie, les avaient coudoyés ; mais nous préférons nous abstenir de ce secours émouvant. La seule attitude convenable est, à notre avis, d'apporter à leurs tombeaux, comme dit un camarade, l'« impeccable silence ». Du moins, si nous n'en parlons pas en leur nom, que personne n'ose le faire. Un père n'a aucune raison morale d'utiliser la mort héroïque de son fils pour faire reluire un prestige personnel, pour détourner

³²Henri Barbusse, *La Lueur dans l'abîme. Ce que veut le Groupe Clarté*, Editions Clarté, 1920, p. 16.

³³« *Le crime du traité de Versailles qui garantit une fois de plus les brigandages nationaux et contient autant de germes de guerres futures qu'il a « réglé » de questions, était prémédité.* » (Henri Barbusse, *La lueur...*, op. cit., p. 33.)

³⁴Celle de « la Terre et des Morts ». Cf. Sur ce point Michel Winock, *Le Siècle des intellectuels*, Le Seuil, 1997, pp. 38-39 ; Raoul Girardet, *Le nationalisme français. Anthologie 1871-1914*, rééd. Le Seuil, 1983, pp. 183-195.

³⁵Cf. sur ce point Thierry Hardier, Jean-François Jagielski, *Combattre et mourir pendant la Grande Guerre (1914-1925)*, Imago, 2001, pp. 157-159.

³⁶Organisation d'anciens combattants assez minoritaire. Elle regroupe à ses débuts environ une dizaine de milliers d'adhérents, ce qui est peu si on rapporte ce chiffre à la puissante U.N.C. Ses effectifs, difficilement contrôlables, paraissent avoir été fluctuants dans le temps (cf. Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française 1914-1939, tome 2*, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977, p. 47, note 35 et pp. 52-66.)

l'admiration sur lui-même, et à plus forte raison, pour soutenir une doctrine politico-commerciale qui, consciemment ou non, aurait pour résultat de provoquer de nouveaux massacres et de mener l'humanité aux abîmes. [...] Mais, je le répète, cette comédie de résurrection de cadavres devient particulièrement impie quand elle consiste à les affubler d'oripeaux subversifs, et à faire parler à tort et à travers leur éternel silence contre l'intérêt sacré de tous³⁷. »

Pour faire taire ces voix qui rappellent le crime ou en appellent à de nouveaux, Barbusse et ses amis interdisent à ces « *quelques vieillards qui se sont arrogés une autorité absolue* » durant plus de quatre ans de guerre de prendre en otage la voix des morts.

De même qu'il faut respecter « *l'impeccable silence* », il faut aussi éviter de glorifier par le biais de cérémonies commémoratives ou par des monuments de pierre tout ce qui peut rappeler de près ou de loin les horreurs du premier conflit mondial. Les membres du groupe *Clarté*³⁸ et *l'Association républicaine des Anciens Combattants (A.R.A.C.)*, contrairement aux autres formations de droite (*Union nationale des Combattants*) ou de centre gauche (*Union fédérale*), demeure méfiante à l'égard des cérémonies commémoratives qui, en voulant entretenir et perpétuer le souvenir, entretiennent aussi l'héroïsation des victimes. Ce qui, pour eux, est une façon indirecte mais très efficace de glorifier la guerre. Le message ambigu des commémorations ne peut conduire les jeunes générations qu'à une admiration de la guerre tout à fait néfaste. L'A.R.A.C. poursuivra cette logique du discrédit commémoratif, refusant notamment de participer localement aux projets d'érection des monuments aux morts communaux et en n'assistant jamais (ou presque jamais) à leurs inaugurations.

Tout ce qui peut rappeler, évoquer même indirectement les faits d'armes est aux yeux des futurs communistes suspect de nationalisme belliqueux ou d'une forme d'inaction compromettante face au passé récent : « *Il ne faut pas que nous nous imaginions que nous remplissons notre devoir [d'ancien combattant] parce que nous nous préparons à célébrer dignement des cérémonies de deuil et à prononcer de belles oraisons funèbres !* », rappelle Barbusse³⁹. Le Soldat inconnu, fût-il un « *prolétaire mort* », est à ce titre un symbole ambivalent dont l'invention et la « promotion » telles qu'elles sont en train de se mettre en place en cette année 1920 sont soutenues par un gouvernement réactionnaire et militariste. Avec son bataillon de députés anciens combattants, la « Chambre bleu horizon » n'est-elle pas après tout complice ? Complice de la bourgeoisie et de son idéologie, complice d'une guerre dont l'origine est à chercher dans les contradictions internes du capitalisme, complice de l'armée et de ses généraux qui les ont soutenus et les soutiendront encore, complice enfin des futurs fauteurs de guerre toujours prêts à « remettre ça » pour mieux préserver leurs intérêts particuliers. Telle est la ligne idéologique de cette aile gauche de la S.F.I.O. à la veille du Congrès de Tours.

A droite : le symbole d'un culte patriotique

La mise en place d'un culte autour de la tombe de l'Inconnu est difficilement compréhensible si on ne la replace pas dans le contexte idéologique, politique et social qui a immédiatement précédé son existence. Ce dernier a eu une influence déterminante sur le sens du rituel de ravivage quotidien de La Flamme que l'association *La Flamme sous l'Arc de Triomphe* entendait mettre en place autour du tombeau et du symbole de l'Inconnu dès le 11 novembre 1923. De l'armistice jusqu'aux élections de

³⁷Henri Barbusse, *Paroles d'un combattant*, Flammarion, 1920, pp. 106-107.

³⁸Groupement d'intellectuels (hétérogène et éphémère...) de gauche réunis autour de la personnalité d'Henri Barbusse et dont font partie des anciens combattants comme Georges Duhamel, Raymond Lefevre, Paul Vaillant-Couturier (sur l'hétérogénéité et la faible viabilité de ce mouvement, cf. Romain Rolland, *Journal de guerre 1914-1919*, Albin Michel, pp. 1824-1832.)

³⁹Henri Barbusse, *Paroles..., op. cit.*, p. 180.

1919, le débat politique en France fut en quelque sorte mis entre parenthèses par les méthodes autoritaires du gouvernement Clemenceau. Ce dernier, usant et abusant de son immense popularité, attendit plus d'un an après l'armistice pour convier les Français devant les urnes bien qu'ils n'aient plus voté pour les législatives depuis 1914. Or le débat politique qui renaît avec le retour des élections de 1919 fut idéologiquement marqué et même rude. Pour l'immense majorité des Français, le retour de la paix n'a pas été synonyme d'amélioration de la situation économique. La détérioration du pouvoir d'achat et les difficultés d'approvisionnement apparues dès 1916 se sont maintenues et même amplifiées : la hausse des prix se poursuit, certains produits sont toujours rationnés, la production agricole est ralentie et la pénurie de nombreux produits alimentaires fait flamber les prix.

Toute la période des années 1919 et 1920 est parcourue par des mouvements de grève importants qui eurent un fort retentissement sur une opinion publique fiévreuse. Une partie de l'armée française, environ 40 000 hommes, occupent toujours, sous les ordres de Franchet d'Esperey, la région d'Odessa. S'ils ne participent pas directement à la lutte contre les Bolcheviks, ils n'en apportent pas moins un soutien aux troupes russes dites « blanches ». La campagne électorale pour les élections législatives rencontre donc un pays inquiet quant à l'avenir d'une paix tout juste signée mais qu'il faut déjà défendre coûte que coûte contre une Allemagne vaincue mais qui rechigne à payer les Réparations et contre une vague rouge très menaçante qui vient de l'est de l'Europe, mais dont les échos se font entendre en France.

L'autre sujet de vive inquiétude de l'opinion dans le pays est dû à la division et à la radicalisation d'une partie de la gauche. C'est lors de la campagne électorale de 1919 qu'apparaît sur des milliers de murs de France la célèbre affiche intitulée « *Comment voter contre le bolchevisme ?* » représentant un personnage hagard, le couteau entre les dents... Comme le soulignent Jean-Jacques Becker et Serge Bernstein, « à l'extrême-droite, on ne s'embarrasse guère de circonlocutions pour rejeter des idées, des projets, des comportements qui paraissent à tous égards haïssables, et la violence du ton ne le cède en rien à celle des communistes eux-mêmes⁴⁰. » Le vote qui eut lieu les 16 et 30 novembre donna la majorité à la coalition de droite du Bloc national qui remporta une victoire assez nette face à une gauche divisée tant du point de vue doctrinal que politique. La lutte contre un risque de bolchevisation du pays et en faveur d'une ferme défense du traité de Versailles furent les deux principales clés du succès électoral. La mise en place du culte de l'Inconnu par l'association de la *Flamme sous l'Arc de Triomphe* est à replacer dans le climat d'un pays divisé et inquiet : 1923, c'est aussi l'année de l'occupation de la Ruhr par les armées françaises visant à faire appliquer intégralement les clauses du traité de Versailles.

L'Intransigeant eut, comme nous l'avons montré plus haut, un rôle déterminant dans les campagnes de presse qui influencèrent le choix de l'emplacement où reposerait définitivement l'Inconnu. Il eut également un rôle essentiel dans la campagne de presse en faveur du projet d'éclairage perpétuel de la tombe par une flamme, symbole du souvenir et du culte de l'anonyme qui en découla⁴¹. Or, si l'on s'intéresse de près au contenu idéologique de ce journal, à son passé boulangiste puis antidreyfusard, on observe qu'il est en fait assez proche du point de vue doctrinal de l'*Action française* et qu'il apporte la plupart du temps un soutien inconditionnel aux forces politiques du Bloc national, en exigeant parfois une politique de droite encore plus radicale. L'existence d'un rapprochement idéologique entre les deux journaux est assez ancienne comme l'atteste cet extrait du journal de guerre

⁴⁰Serge Bernstein, Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France 1917-1940*, tome 1, Olivier Orban, p 116.

⁴¹Sur la création et le devenir de *La Flamme du Souvenir*, cf. J.F. Jagielski, *Le Soldat inconnu...*, op. cit., pp. 135-141.

de l'écrivain pacifiste Romain Rolland relatant un fait remontant à l'automne 1914 : « *L'Action française et L'Intransigeant me traitent de mètèque et de Suisse*⁴². »

Léon Bailby, rédacteur en chef de *L'Intransigeant*, entretenait depuis longtemps d'excellentes relations avec les milieux royalistes et vouait une profonde et fidèle admiration au chantre d'un royalisme musclé, Charles Maurras, et à ses énergiques groupes d'agitateurs de rue, les *Camelots du Roi*. Les liens très étroits qu'entretint durablement la direction de ce journal avec les membres du comité fondateur de la *Flamme* nous invitent à l'évidence à mettre légitimement en doute la valeur réelle de l'apolitisme revendiqué par ces mêmes membres. Le général Gouraud, Gabriel Boissy, Binet-Valmer, Jacques Péricard sont tous des anciens combattants qui défendent dans les faits « *un apolitisme de droite*⁴³ ». Ils sont très proche de la politique conservatrice des différents gouvernements du Bloc national, des milieux militaires nationalistes, de la plus importante et très conservatrice association d'anciens combattants, *l'Union nationale des Combattants*, voire dans certains cas certaines ligues d'extrême-droite⁴⁴.

Le comité directeur de la *Flamme* conservera durablement cette orientation politique droitrière ainsi que des liens très étroits avec la presse, les partis politiques conservateurs ou certaines ligues d'extrême-droite. Cet engagement s'exprime d'abord par un anticommunisme viscéral et durable. Il est à l'évidence très dépendant du contexte de la période qui l'a vu naître. Il est aussi le fruit de la parenté idéologique qui lie les membres du comité de l'association au pouvoir politique en place. L'Inconnu doit être aux yeux des membres de la *Flamme* non seulement un symbole de deuil mais aussi un symbole national fort. « *Attention ! il s'agit là d'une des plus hautes figures de notre histoire. Le miracle français qui l'a fait surgir du cœur profond de notre race est comparable à celui qui leur a donné Jeanne d'Arc. Dépouillé par le destin, qui l'a fait anonyme, de tout trait individuel, ce soldat-type nous offre une image aussi noble, aussi pure, digne pour le patriotisme, d'un culte pareil. C'est pourquoi rien ne doit altérer la pureté de ce culte* » avait précisé Maurice Pujo dans *l'Action française*. C'est sans doute dans ce glissement idéologique que l'Inconnu prend une teneur politique qui l'éloigne de sa neutralité initiale.

Son culte est aussi celui d'une certaine conception de la France, une France unie autour de l'idée de nation puissante, victorieuse et respectée par tous, anciens ennemis mais aussi anciens alliés. Un puissant nationalisme non belliqueux et un profond patriotisme commandent l'idéologie des gardiens de la *Flamme* comme le souligne son président, le général Gouraud, dans une longue allocution faite lors de la 4^e assemblée générale qui eut lieu le 19 décembre 1926 :

« *Je souhaite qu'il y ait dans le cœur de tous ceux qui montent là-haut [à l'Arc de Triomphe], non seulement un sentiment de souvenir, de deuil, de piété, mais une exaltation qui ranime le patriotisme dans le cœur. Il semble que le patriotisme soit considéré par certains comme un sentiment agressif et hargneux qu'on a qualifié autrefois de chauvinisme. C'est faux : les patriotes aiment leur pays et ne menacent personne.* »

⁴²Romain Rolland, *Journal...*, *op. cit.*, p 95. Durant la guerre, l'écrivain pacifiste vécut en Suisse où il fit paraître tout un ensemble d'articles pacifistes dans le *Journal de Genève*. Ces articles ont été publiés en un volume paru en 1915 sous le titre *Au-dessus de la mêlée*.

⁴³Olivier Di Scala, *Le Soldat inconnu de l'Arc de Triomphe : un symbole d'unité et l'éclatement de ses représentations*, mémoire de maîtrise, Université Toulouse Le Mirail, 1999, p. 83.

⁴⁴Didier Leschi précise par exemple que « *le général Gouraud, Gouverneur militaire de Paris, assiste à la fête de la 18^e section des Croix-de-Feu, et devient un habitué des réunions* » et qu'un autre membre fondateur de la *Flamme*, Georges Scapini, tout en étant parlementaire est également membre du mouvement dirigé par le lieutenant-colonel De La Roque (*in L'étrange cas La Roque in Michel Dobry (dir.), Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, 2003, pp. 165 et 175).

Nous n'avons pu identifier, à la lecture des comptes rendus de l'association, aucune trace d'antiparlementarisme nettement exprimée, bien que ce sentiment fasse partie intégrante de la culture d'une petite partie des anciens combattants.

De même, le ralliement net et définitif de la droite à la République depuis la fin de la guerre transparaît bien dans la façon dont est orienté le culte de l'Inconnu : les soldats de la Grande Guerre se sont battus pour la défense de la République et ses valeurs, le culte de l'Inconnu se doit donc de respecter les valeurs républicaines pour lesquels les soldats se sont battus ou sont morts. Mais ce qui irrite profondément les membres du comité de la *Flamme*, c'est plutôt l'internationalisme des communistes qui est perçu comme « *le parti de l'étranger* » et cette tendance chez eux, au mieux à la relativisation, au pire à la négation du concept de Patrie. Ce qui est bien sûr incompatible avec l'idée que l'on doit avoir de son pays quand on l'a si chèrement défendu comme l'ont fait les anciens combattants de la Grande Guerre. La vision des communistes est par essence apatride. Membres d'un complot international ourdi par la jeune Union Soviétique, ils sont, pour reprendre un vocable d'une droite traditionaliste, une des formes d'expression de l' « Anti-France⁴⁵ ». La doctrine politique qu'ils défendent n'a donc pas sa place autour d'un symbole qui exprime à lui seul le sacrifice ultime des combattants qui se sont battus pour défendre et libérer le sol national. Ceux qui, pour gagner une « *guerre juste* », sauvèrent une patrie lâchement agressée alors qu'elle menait une guerre de légitime défense pour conserver et défendre son existence.

Régulièrement comme l'attestent plusieurs bulletins des assemblées générales de l'association, la *Flamme* essaie de tenir les dirigeants communistes et, par extension, les anciens combattants de l'A.R.A.C. à l'écart du culte de l'Inconnu :

« Un député, Monsieur Duclos, avait demandé au préfet de police qu'à la suite d'une période d'instruction, les réservistes fussent autorisés à déposer une couronne sur la tombe avec une mention en faveur de la paix. [...] Nous référant à de précédentes et nombreuses décisions interdisant sur la tombe toute manifestation, nous ne pouvons que donner un avis défavorable à la demande de M. le député Duclos⁴⁶. »

Cet exemple, parmi d'autres, illustre parfaitement comment sous prétexte de maintenir une stricte neutralité idéologique autour de la tombe de l'Inconnu, le comité de l'association parvient à écarter ceux qu'elle considère comme des indésirables, ceux dont les idées politiquement incorrectes ne peuvent assurer la teneur du « culte sacré ».

De l'anticommunisme viscéral, du nationalisme intransigeant à l'idéologie ligueuse d'extrême droite, il n'y a qu'un pas que certains membres du comité n'hésitèrent pas à franchir dans les années 1930. Là encore il faut s'efforcer de lire entre les lignes les comptes rendus des assemblées générales de l'association pour chercher à mieux distinguer les réseaux d'amitiés qui lient les uns aux autres et pour mieux comprendre l'idéologie dominante régnant au sein du comité à cette époque. Certains membres de l'association dont Binet-Valmer lui-même, vont entretenir des liens étroits avec quelques dirigeants des ligues d'extrême-droite, comme par exemple les *Jeunesses patriotes (J.P.)* de Pierre Taittinger. La participation des membres des *J.P.* à la veillée du 11 novembre 1928 provoque la réaction d'un président d'association d'anciens combattants qui légitimement « *s'étonne qu'on ait eu l'air de mettre la Flamme sous l'égide d'une association politique.* » Et le comité de réagir au cours d'une assemblée générale en déclarant avec une habileté quelque peu sibylline :

« Nous tenons d'abord à faire remarquer que la cérémonie n'a pas été confiée à l'association dite des Jeunesses patriotes, mais au groupement des anciens combattants des Jeunesses patriotes. Les combattants des Jeunesses patriotes ont parfaitement le droit de se grouper en association et cette association a parfaitement le droit d'adhérer à la Flamme et ayant adhéré à la

⁴⁵Cf. Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Le Seuil, 1986, pp. 42-43.

⁴⁶15^e Assemblée générale de la *Flamme* du 19 mars 1937.

Flamme, elle est aussi bien qualifiée qu'une autre pour être chargée d'une mission par nous. L'an dernier c'est à l'U.N.C. que nous avons confié le service d'ordre. Cette année c'est aux Combattants des Jeunesses patriotes. Le seul intérêt de la Flamme a guidé le choix de notre comité. Nous avons intérêt en effet à nous adresser à des associations qui ont déjà une grande expérience des services d'ordre et un personnel approprié. Je pense que vous partagez notre avis là-dessus⁴⁷ ? »

Le comité utilise avec les « forces amies », pour les attirer, la même et habile stratégie dont il se sert avec les communistes pour les éloigner de la tombe de l'Inconnu. Cette dernière n'est pas le lieu propice aux manifestations politiques et celles-ci n'ont pas à avoir lieu près du tombeau. Mais – et c'est là que se retrouve l'ambiguïté idéologique du comité des gardiens de la *Flamme* – rien n'empêche un groupement d'anciens combattants d'une ligue d'extrême-droite de venir rendre hommage à l'Inconnu si cet hommage respecte dans les formes, le rituel tel qu'il a été institué en 1923... Par le jeu des autorisations ou des refoulements, des tolérances ou des allergies, le comité parvient à maintenir autour de la tombe, au prix de réels et constants efforts, une présence commémorative à ses yeux présentable sur les seuls critères du politiquement et idéologiquement correct.

L'apolitisme de façade revendiqué par le comité de la *Flamme* devient donc une arme à la fois offensive et défensive qui permet d'épurer le culte de l'Inconnu et de mettre en place autour de sa tombe des barrières normatives fondées sur des critères de philosophie politique. Parfois, de façon nettement visible, l'engagement idéologique du comité vers l'extrême-droite ne s'embarrasse pas des habituelles finasseries procédurières semblables à celles que nous avons évoquées plus haut. Le silence ou plutôt les silences sont aussi une arme efficace à l'usage des membres du comité.

Le 29 septembre 1933 à onze heures du soir, Marcel Bucard, ancien combattant, fondateur d'une ligue ouvertement fascisante inspirée directement par le modèle italien et financée par des subsides émanant du parti fasciste italien, fonde le *Parti franciste*. Pour célébrer cet acte inaugural, il se rend devant la tombe du Soldat inconnu pour « *fonder publiquement un mouvement d'action révolutionnaire dont le but est de conquérir le pouvoir et d'arrêter la course à l'abîme*⁴⁸ » en compagnie d'un noyau de 26 futurs militants activistes. Il y prononce une déclaration solennelle :

« Je fonde ce jour, publiquement, un mouvement d'action révolutionnaire. Son but, c'est de conquérir le pouvoir, d'arrêter la course à l'abîme où nous emportent les luttes fratricides des partis et des classes... Je donne à ce mouvement le nom de Francisme⁴⁹. »

Parmi les participants à cette cérémonie, un petit nombre que l'on retrouvera en 1936 au sein du *Comité Secret d'Action révolutionnaire* (la Cagoule), auteurs d'une série d'attentats visant à déstabiliser et mettre fin au gouvernement du Front populaire. Malgré nos recherches en ce sens, nous n'avons pu trouver aucun compte rendu de la *Flamme* ni aucune manifestation publique qui aient clairement dénoncé cette utilisation politique et ouvertement militante du « lieu sacré »...

Visiblement encouragé par cette attitude de mutisme bienveillant, on retrouvera, le 11 novembre 1934, une formation de plusieurs centaines membres du *Parti franciste* à nouveau devant l'Arc de Triomphe où ils organiseront cette fois un défilé de modèle fascisant en tenues : chemises bleues, bérets et salut à l'italienne. Aucune protestation, aucune mention non plus de cette autre manifestation, pourtant numériquement très importante quant à celle-là, organisée le 14 juillet 1935 autour de l'Arc de Triomphe par le lieutenant-colonel François De La Rocque et ses *Croix de Feu*,

⁴⁷5^e Assemblée générale de la *Flamme* du 30 novembre 1928.

⁴⁸Cité in *Rapport fait un nom de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation et le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit « Département Protection Sécurité » et du soutien dont il bénéficierait* (enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 26 mai 1999 ; Président : Guy Hermier ; Rapporteur : Bernard Grasset).

⁴⁹Cité in Alain Deniel, *Bucard et le Francisme*, Jean Picollec, 1979, p. 6.

« association de combattants de l'avant et de blessés de guerre cités pour action d'éclat » fondée en 1927 par un autre ancien combattant, Maurice Hanot (dit d'Hartoy). En modulant, par le jeu de ses réactions ou de ses silences, les groupements politiques qu'il tolère ou non auprès de la tombe, le comité de la *Flamme* autorise habilement et parfois insidieusement certaines formations politiques ou certains groupuscules d'extrême-droite à se servir idéologiquement du symbole du Soldat inconnu pour cautionner un patriotisme empreint d'intentions politiques marquées par une idéologie droitiste.

Loin d'être un lieu de pur recueillement paisible, la tombe de l'Inconnu est devenue après l'instauration de son culte, un véritable lieu d'affrontement idéologique et, qui plus est, durable. La période des années 1930, avec ses dérives ligueuses dont la journée du 6 février 1934 fut à la fois le symbole des possibles mais aussi de leurs limites, a montré que l'apolitisme des mouvements anciens combattants, ce leitmotiv prônant une volonté de lutter contre la politique qui divise⁵⁰, est avant tout plus un élément de rhétorique discursive qu'un fait avéré⁵¹. Le 6 février 1934, des membres de l'U.N.C. ont marché un moment sur l'Assemblée nationale, aux côtés des ligues d'extrême-droite. A cette occasion, les membres du comité de la *Flamme*, s'autorisant exceptionnellement à commenter une actualité toute récente, vont rendre un vibrant hommage à leurs camarades tombés sous des balles françaises :

« Martyrs d'une noble cause, vos noms sont à tout jamais gravés dans nos cœurs comme, espérons-le, ils le seront un jour en lettres d'or sur les lieux où vous vous êtes écroulés sanglants non loin de la statue de Strasbourg [...] Et si nous n'avons pas la consolation de penser que vous avez été tués à l'ennemi puisqu'atteints, hélas, par des balles françaises, gardons du moins jalousement l'orgueil de vous savoir tombés pour le plus pur des idéals, pour la France, pour que vive la France dans l'honneur et la probité⁵². »

Conclusion

Le projet de désignation d'un Soldat inconnu, mis au point bien avant la fin du conflit, fut-il réellement efficace pour atténuer la peine des familles de disparus ? La réponse à cette question se doit d'être mesurée. Si le discours officiel, soutenu par l'immense majorité de la presse et des gouvernants, prétend constater un véritable élan populaire vers sa tombe, rien ne permet d'affirmer que le fait de suppléer une forme de deuil collectif à un autre, individuel et intime, constituait un outil véritablement efficace pour cicatriser les plaies laissées par le conflit.

Si les cérémonies de deuil public autour de la tombe de l'Inconnu ont déplacé les foules, si la mise en place du comité de la *Flamme* et l'adhésion à sa structure de nombreuses associations d'anciens combattants agréées par l'association entretient dans la longue durée un culte quotidien de l'Inconnu, rien ne permet d'affirmer que ce symbole abstrait, lointain, qui plus est parisien, devint réellement pour une partie significative des endeuillé(e)s ce « *Fils de toutes les Mères qui n'ont pas retrouvé leur Fils* ». La volonté politique d'en faire un substitut arbitraire aux corps manquants conserva toujours un caractère d'indéniable artificialité. Toutefois, cette dernière fut plus souvent dénoncée par un nombre assez restreint d'intellectuels⁵³ que par la masse des anciens combattants ou de l'immense majorité des affligé(e)s qui se devaient d'adhérer – partiellement, tant bien que mal et faute de mieux – à cette thérapeutique de groupe que lui proposait l'État français.

⁵⁰La devise de l'U.N.C. est « *Unis comme au front* ».

⁵¹Cf. *Le programme d'action civique des anciens combattants*, Edition de l'Action combattante, s.d. [juin 1934], publication de l'U.N.C. et notamment le chapitre intitulé « Le redressement moral », pp. 63-69.

⁵²12^e Assemblée générale de la Flamme du 23 mars 1934.

⁵³Jean Guéhenno, *Journal d'un homme de 40 ans*, Grasset, 1934, réédition Livre de Poche, 1966, pp. 211-213 ; Blaise Cendrars, *La Vie et la Mort du Soldat inconnu*, Champion, 1995.

Là où les résultats furent encore moins probants, c'est dans l'espérance des initiateurs du Soldat inconnu d'en faire un pur symbole de deuil, neutre et dégagé des contingences idéologiques de la société qui était en train de l'inventer. Il s'agit là, à l'évidence, d'une spécificité française si on établit une comparaison avec l'ensemble des autres nations qui adoptèrent le même procédé. En France, non seulement, la tombe du Soldat inconnu a été, même lorsqu'elle n'existait que virtuellement, un lieu de confrontation idéologique mais cette spécificité devait se maintenir durablement dans le temps. Il existait à l'évidence une perception et une lecture du symbole radicalement différente entre la droite et la gauche. En cela, le Soldat inconnu est un véritable « produit » historique de son temps.

Dès la sortie de guerre, au moment précis où le projet de son invention se concrétise, le processus d'Union sacrée qui s'était bon an mal an maintenu jusqu'à la fin de la guerre est en train d'agoniser. Cette trêve politique contre nature, décidée à la quasi-unanimité dès le mois d'août 1914, devenait avec la victoire et le retour de la paix une forme d'anomalie politique dans un pays possédant une longue tradition démocratique qui s'était d'ailleurs globalement maintenue au prix de quelques arrangements institutionnels mineurs durant la guerre. Or, au moment où émerge la querelle autour du lieu d'inhumation définitif de l'Inconnu, l'Union sacrée n'a plus vraiment sa raison d'être. Elle n'est plus qu'un souvenir sur lequel certains nostalgiques s'apitoient vainement.

Certains députés et sénateurs eurent beau le déplorer, la tombe du Soldat inconnu fut dès son invention et continuera à être par la suite un lieu de cristallisation des querelles idéologiques franco-françaises. Bien plus, elle demeurera jusque dans les années 1970 un lieu de débat autour duquel pouvaient renaître et à nouveau s'affirmer les sensibilités et clivages politiques⁵⁴. Bien malgré lui, le symbole de deuil qu'était le Soldat inconnu, ce symbole muet, à qui chacun pouvait faire dire ce que bon lui semblait, fut « récupéré » à souhait par les uns et les autres. Cette tombe, initialement pressentie comme devant être un lieu de recueillement et de silence fut, certes occasionnellement mais aussi durablement, un lieu où purent s'exprimer parfois puissamment les formes anciennes et modernes des différends idéologiques nationaux.

⁵⁴Cf. J.F. Jagielski, *Le Soldat...*, op. cit., pp. 165-175 .